

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

« La place de la France est aux côtés du peuple grec »

- International - Europe -

Date de mise en ligne : vendredi 19 juin 2015

Démocratie & Socialisme

Monsieur le Président de la République,

La crise grecque s'exacerbe de façon alarmante. Chaque jour qui passe peut, soit nous rapprocher d'un accord utile à toute l'Europe, soit d'une rupture dont personne ne peut prévoir les conséquences. L'intransigeance des principaux dirigeants européens peut nous conduire alors au bord de l'abîme. Il est aussi vital que pressant de sortir de ce piège. Le moment est crucial. La responsabilité de chaque acteur concerné est directement engagée. Il serait sordide -et au demeurant parfaitement vain- d'escompter une capitulation du gouvernement grec. La fidélité de celui-ci au mandat que lui a confié son peuple n'est pas un défaut mais un exemple à suivre. S'il refuse la compromission, il s'est, en revanche, montré prêt au compromis. Une solution à la fois digne et réaliste est donc à portée de la main. Le moment ultime est venu pour la concrétiser.

C'est dans ce contexte que nous vous lançons un appel solennel : la France ne peut, dans un tel moment, apparaître inerte sinon suiviste des puissants. Son message ne peut se réduire à un rappel docile des "règles" à respecter quand la maison brûle. D'autant que ces règles sont aujourd'hui massivement récusées par les peuples et reconnues contre-productives par nombre de leurs anciens protagonistes eux-mêmes.

Aujourd'hui, alors que la crise de confiance entre les citoyens et les institutions européennes est à son comble, c'est en se montrant capable d'entendre l'exigence de justice, de dignité et de souveraineté d'un peuple debout qu'un pays comme le nôtre sert la cause européenne bien comprise. A l'inverse, qui humilie la Grèce obère l'avenir de la construction européenne. Car le refus de l'austérité et l'aspiration démocratique sont aujourd'hui en Europe les attentes les plus partagées.

C'est pourquoi nous attendons de vous, que vous preniez une initiative politique de nature à débloquer les négociations entre l'"Eurogroup" et les autorités grecques. Nous n'évoquerons pas ici les transformations profondes à promouvoir en Europe qui font débat entre nous. L'acte urgent que nous vous demandons d'accomplir est de refuser de participer à la stratégie d'isolement de la Grèce, concernant en particulier le chantage financier et la nature des "réformes" exigées du gouvernement et du Parlement de ce pays. Apportez un soutien explicite aux mesures saines prises par les autorités grecques, telles que celles qui s'attaquent à la crise humanitaire en Grèce, ou qui permettent enfin de lutter contre l'évasion fiscale. Désolidarisez-vous en revanche nettement des exigences insoutenables de l'"Eurogroup" en matière de dérégulation du marché du travail, de révision du système des retraites ou de privatisations. Acceptez enfin le principe d'une renégociation de la dette grecque, dont une large part est notoirement illégitime.

Cette situation est sans précédent dans l'Union européenne. **La France doit prendre la place qui est la sienne dans l'Histoire, celle-ci est aux côtés du peuple grec et de son gouvernement.**

[Signer l'appel](#)

Signataires :

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, président du PGE, **Dominique Adenot**, PCF, président de l'ANECR, maire de Champigny, **Pouria Amirshahi**, député PS, **François Asensi**, député de Seine St Denis GDR, maire de Tremblay en France, **Eliane Assassi**, Présidente du groupe CRC au Sénat, **Isabelle Attard**, députée Nouvelle Donne, **Clémentine Autain**, porte parole d'Ensemble, **Marinette Bache**, Conseillère de Paris, RetS, **Guillaume Balas**, député européen PS, **Julien Bayou**, porte parole EELV, **Martine Billard**, Bureau national du PG, **Michel Billout**, Sénateur CRC, **Frédéric Boccara**, économiste, **Eric Bocquet**, Sénateur CRC, **Jean-François Bolzinger**, syndicaliste, **Marie George Buffet**, députée GDR, **Fanelie Carrey-Conte**, députée PS, **André Chassaing**,

Président du groupe GDR, **Laurence Cohen**, Sénatrice CRC, **Eric Coquerel**, coordinateur général du PG, **Catherine Coutard**, Vice présidente du MRC, **Thomas Coutrot**, Mouvement associatif, **Karima Delli**, députée européenne EELV, **Michèle Demessine**, Sénatrice CRC, **Bernard Devert**, syndicaliste, **Jean Pierre Dubois**, militant associatif, **Marc Dolez**, député GDR, **Hervé Falciani**, lanceur d'alerte, **Bastien Faudot**, SN et porte-parole du MRC, **Gérard Filoche**, PS, **Jean Pierre Fourré**, Vice président honoraire Assemblée nationale, Ret S, **Jacqueline Fraysse**, Députée GDR, **Elisabeth Gauthier**, réseau Transform ! Europe, **Liem Hoang Ngoc**, socialiste affligé, **Frédéric Hocquart**, conseiller PS de Paris, **Nordine Idir**, secrétaire général Jeunes communistes, **Lucien Jallamion**, Secrétaire Général République et Socialisme, **Michel Jallamion**, Convergences des Services Publics, **Eva Joly**, députée européenne EELV, **Pierre Khalfa**, Co-président Fondation Copernic, **Pierre Larrouturou**, Nouvelle Donne, **Jean Luc Laurent**, député, maire de Kremlin Bicêtre, Président du MRC, **Marie-Noëlle Lienemann**, Sénatrice PS, **Patrick Le Hyaric**, député européen GUE-NGL, directeur de l'Humanité, **Emmanuel Maurel**, député européen PS, **Gus Massiah**, mouvement social, **Jean Luc Mélenchon**, député européen GUE-NGL, **Alain Obadia**, PCF, Président fondation Gabriel Péri, **Younous Omarjee**, député européen GUE-NGL, **Christian Picquet**, Gauche Unitaire, **Barbara Romagnan**, députée PS, **Sandrine Rousseau**, porte-parole EELV, **Anne Sabourin**, PCF - Coordinatrice Forum européen des Alternatives, **Lydia Samarbakhsh**, PCF, responsable International, **Nicolas Sansu**, député GDR, maire de Vierzon, **Laura Slimani**, Présidente MJS, présidente jeunes socialistes européens, **Aurélie Trouvé**, militante associative, **Marie-Christine Vergiat**, députée européenne GUE-NGL, **Francis Wurtz**, PCF, député européen honoraire